



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-18840>

Département(s) de publication : **02, 59, 62, 80**

Annonce n° **26-18840**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : EPF de Hauts-de-France

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Logement et équipements collectifs

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Accord-cadre à bons de commande relatif à la surveillance électronique et et physique des biens de l'Etablissement Public Foncier Hauts de France

Description : La consultation porte sur des prestations de surveillance électronique (lot 1) et physique (lot 2) des biens de l'Etablissement Public Foncier Hauts de France. La consultation donnera lieu à la conclusion d'accords-cadres (1 par lot) mono-attributaire dont l'exécution fera l'objet de bons de commande.

Identifiant de la procédure : bb175196-25fe-48fe-8027-218e68a32c6a

Identifiant interne : SURV2026APE

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

Principales caractéristiques de la procédure : Appel d'offre ouvert défini par l'article L2124-2 du code de la commande publique et les articles R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79710000 Services de sécurité

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 79713000 Services de gardiennage

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Informations complémentaires : pour chacun des lots de la présente consultation, les prestations se dérouleront sur l'ensemble du territoire d'intervention de l'EPF Hauts-de-France, répartis sur les départements du Nord, du Pas de Calais, de la Somme et du nord de l'Aisne.

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 1

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Accord-cadre mono attributaire à bons de commande relatif à la surveillance électronique des biens de l'Etablissement Public Foncier Hauts de France

Description : Accord-cadre mono attributaire à bons de commande relatif à la surveillance électronique des biens de l'Etablissement Public Foncier Hauts de France

Identifiant interne : SURV12026APE

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79710000 Services de sécurité

Options :

Description des options : La durée de chaque accord-cadre est de 12 mois à compter de la notification du contrat. L'accord-cadre est reconductible tacitement pour une nouvelle période de 12 mois. Le nombre de reconduction est limité à 3, soit une durée maximale de 4 ans.

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

5.1.10 Critères d'attribution

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Cohérence des prix (Note N1 - pondération 20) / Analyse du DQE (Note N2 - pondération : 20) / Valeur technique (Note N3- pondération : 60) | Le détail des critères de jugement des offres et leurs modalités de mise en œuvre sont décrites au règlement de la consultation.

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Autorisée

Date limite de réception des offres : 30/03/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Les opérateurs peuvent présenter une réponse pour un ou plusieurs lots techniques. Cependant, dans le cadre de cette procédure, l'EPF limite à 1 le nombre de lot susceptible d'être attribué à un même titulaire. Dans l'éventualité où un même opérateur serait positionné en tête du classement sur plusieurs lots, il serait invité à renoncer au(x) lot(s) de son choix. Le candidat arrivé en seconde position de l'analyse de ce lot serait alors déclaré attributaire.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lille

Informations relatives aux délais de recours : Référé précontractuel : Un référé précontractuel peut être exercé, avant la signature du contrat, sur le fondement des articles L. 551#1 à L. 551#12 et R. 551#1 à R. 551#6 du code de justice administrative. | Référé contractuel : Un référé contractuel peut être exercé, après la signature du contrat, sur le fondement des articles L. 551#13 à L. 551#23 et R. 551#7 à R. 551#10 du code de justice administrative. Ce recours doit être introduit, selon les cas, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la date de conclusion du contrat. | Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat : Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat est ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé par sa passation ou ses clauses. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. | Les requérants potentiels peuvent, le cas échéant, obtenir des renseignements relatifs aux voies et délais de recours auprès du tribunal administratif de Lille.

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Accord-cadre mono attributaire à bons de commande relatif à la surveillance électronique des biens de l'Etablissement Public Foncier Hauts de France

Description : Accord-cadre mono attributaire à bons de commande relatif à la surveillance physique et au gardiennage des biens de l'Etablissement Public Foncier Hauts de France

Identifiant interne : SURV22026APE

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79713000 Services de gardiennage

Options :

Description des options : La durée de chaque accord-cadre est de 12 mois à compter de la notification du contrat. L'accord-cadre est reconductible tacitement pour une nouvelle période de 12 mois. Le nombre de reconduction est limité à 3, soit une durée maximale de 4 ans.

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui

5.1.10 Critères d'attribution

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Cohérence des prix (Note N1 - pondération 25) / Analyse du DQE (Note N2 - pondération : 15) / Valeur technique (Note N3- pondération : 60) | Le détail des critères de jugement des offres et leurs modalités de mise en œuvre sont décrites au règlement de la consultation.

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Autorisée

Date limite de réception des offres : 30/03/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 120 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Les opérateurs peuvent présenter une réponse pour un ou plusieurs lots techniques. Cependant, dans le cadre de cette procédure, l'EPF limite à 1 le nombre de lot susceptible d'être attribué à un même titulaire. Dans l'éventualité où un même opérateur serait positionné en tête du classement sur plusieurs lots, il serait invité à renoncer au(x) lot(s) de son choix. Le candidat arrivé en seconde position de l'analyse de ce lot serait alors déclaré attributaire.

Facturation en ligne : Requisite

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lille

Informations relatives aux délais de recours : Référé précontractuel : Un référé précontractuel peut être exercé, avant la signature du contrat, sur le fondement des articles L. 551#1 à L. 551#12 et R. 551#1 à R. 551#6 du code de justice administrative. | Référé contractuel : Un référé contractuel peut être exercé, après la signature du contrat, sur le fondement des articles L. 551#13 à L. 551#23 et R. 551#7 à R. 551#10 du code de justice administrative. Ce recours doit être introduit, selon les cas, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la date de conclusion du contrat. | Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat : Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat est ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé par sa passation ou ses clauses. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. | Les requérants potentiels peuvent, le cas échéant, obtenir des renseignements relatifs aux voies et délais de recours auprès du tribunal administratif de Lille.

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : EPF de Hauts-de-France

Numéro d'enregistrement : 38333011500023

Adresse postale : 594 AVENUE WILLY BRANDT

Ville : LILLE

Code postal : 59777

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Adresse électronique : marches-publics@epf-hdf.fr

Téléphone : 0328072500

Adresse internet : <https://epf-hdf.fr>

Profil de l'acheteur : www.marches-securises.fr

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Lille

Numéro d'enregistrement : 17590003400026

Adresse postale : 5 RUE GEOFFROY SAINT-HILAIRE CS 62039

Ville : LILLE

Code postal : 59000

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-lille@juradm.fr

Téléphone : 0359542342

Adresse internet : <https://lille.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 209fe84c-d1cf-4087-9138-b0255f822a7a - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 23/02/2026 à 16:00

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/02/2026